



**PROGRAMME
MENA-OCDE POUR
L'INVESTISSEMENT**

Le Forum des femmes entrepreneurs OCDE-MENA

Politiques et services de soutien au développement de l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA

Réponses gouvernementales et privées en période de transition

Agenda

27-28 septembre 2011

Centre de conférences de l'OCDE – 2 rue André Pascal, 75016 Paris, France



Contexte

La région du Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) connaît une période de changement politique et social sans précédent. Les femmes ont joué un rôle clé dans les récents mouvements sociaux, au cœur desquels figure un appel à la fin de la corruption endémique, le renforcement de la transparence et des consultations des parties prenantes, ainsi que l'instauration d'un environnement politique plus propice à la croissance économique et à l'emploi. Au cours des dernières décennies, de nombreux gouvernements de la région ont lancé une série de réformes en faveur d'un renforcement du secteur privé et de l'amélioration des conditions des femmes dans les sphères économiques, politiques et sociales. Le contexte actuel constitue, pour les dirigeants politiques émergents, une opportunité pour renforcer les efforts entrepris, du développement du secteur privé et d'octroyer aux nouveaux acteurs économiques, notamment les femmes et les jeunes, un rôle dans l'élaboration des politiques publiques. Cependant, il y a un risque que les nouveaux dirigeants politiques remettent en cause les progrès réalisés en matière de libéralisation économique et de droit des femmes.

Au cours des dernières décennies, un consensus large s'est développé dans la communauté du développement international sur l'importance du secteur privé comme moyen de création d'emplois, de compétitivité et du développement économique durable. Un ensemble de pays en développement a commencé à adopter des politiques visant à réduire le rôle de l'État dans l'économie en mettant en place des systèmes économiques reposant davantage sur les marchés. Ces politiques ont été accompagnées par un ensemble de réformes destinées à améliorer la stabilité macroéconomique, à encourager l'établissement d'un environnement juridique et réglementaire plus prévisible et plus favorable aux entreprises, ainsi qu'à accroître les investissements dans les infrastructures publiques et dans l'éducation. Dans le cadre des stratégies visant à soutenir le développement du secteur privé et à améliorer la compétitivité nationale, des mesures ciblées ont été progressivement appliquées afin d'accélérer les taux de participation économique et d'activités entrepreneuriales des femmes.

Les économies MENA n'ont pas fait exception à ces tendances, même si le degré de libéralisation économique varie considérablement d'un pays à l'autre. En outre, les engagements politiques, visant à accélérer les niveaux d'entrepreneuriat féminin, n'ont souvent pas permis de réelles avancées pour les femmes, en matière d'accès aux institutions de soutien aux entreprises et au financement, ou pour défendre des politiques, lois et règlements qui tiennent compte de leurs besoins et contraintes spécifiques à leur métier.

Les récents mouvements sociaux dans les économies MENA ont démontré que pour poursuivre l'amélioration de l'environnement pour le développement du secteur privé, il faudra surmonter un certain nombre de barrières, notamment la corruption, le manque de consultations, la faiblesse des infrastructures de soutien aux entreprises et des options de financement externe limitées. Les revendications ont également porté sur la nécessité d'établir de meilleures politiques de soutien à l'intégration économique et l'entrepreneuriat des femmes, sources potentielles de la croissance économique à long terme et de la création d'emplois.

Objectif

Prenant appui sur les précédentes réunions du Forum des Femmes Entrepreneurs qui ont notamment abordé les moyens d'améliorer l'accès au financement¹ des entreprises dirigées par des femmes, la réunion portera son attention sur la façon dont les économies MENA peuvent avancer dans le développement du secteur privé par le biais de politiques et de services ciblées de soutien aux femmes entrepreneurs.

¹ Séminaire sur les femmes dans le capital-investissement: de nouvelles frontières pour la région MENA, Paris 23 Mai 2011 (http://www.oecd.org/document/60/0,3746,en_34645207_43984956_47556284_1_1_1_1,00.html); Accompagner la croissance des Micro et Petites Entreprises: résoudre les obstacles financiers dans la région MENA, Casablanca, 22-23 Février 2011; Conférence: "Renforcer un environnement des affaires propice pour les femmes dans les économies arabes", Beyrouth, 24 Novembre 2010 (http://www.oecd.org/document/15/0,3746,en_34645207_43984956_46023119_1_1_1_1,00.html).

La réunion examinera des problèmes pressants, tels que:

- 1) le rôle du plaidoyer politique dans le contexte politique actuel;
- 2) l'importance des services de soutien non financiers, pour la création et l'expansion des entreprises;
- 3) l'avantage de mettre en place des mesures de soutien visant à améliorer l'accès des femmes à l'information et aux marchés;
- 4) l'état de la recherche et de la collecte de données dans la région MENA, ainsi que leur importance pour le développement de politiques éclairées.

Les questions seront examinées à la lumière des conclusions des rapports préliminaires établis pour certaines économies MENA dans "*L'inventaire des Politiques, Institutions et Programmes soutenant l'entreprise des femmes dans la région MENA*". Chaque rapport rassemble un large éventail de renseignements sur les soutiens existants pour les femmes entrepreneurs.

Les représentants de l'OCDE et de la région MENA échangeront leurs expériences, discuteront des leçons politiques respectives et des particularités des économies de la région dans le contexte actuel.

Documentation de la réunion

L'inventaire des Politiques, Institutions et Programmes soutenant l'entreprise des femmes dans la région MENA: Rapport préliminaires des économies suivantes: le Bahreïn, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, Oman, l'Autorité Palestinienne, le Qatar, l'Arabie Saoudite, la Syrie, la Tunisie, les Émirats Arabes Unis.

Lois Stevenson (2010): *The Role of Women's Entrepreneurship in the Middle East and North Africa Labour Market*.

Lois Stevenson (2011): *Business Support Services in the Middle East and North Africa* (à confirmer)

Autres références utiles

OCDE (2011): *Entrepreneurship at a Glance 2011*, OCDE: Paris.
(http://www.oecd.org/document/0/0,3746,en_2649_37461_48107008_1_1_1_37461,00.html)

OCDE (2010): *Rapport sur l'initiative de l'OCDE pour la parité: l'égalité entre hommes et femmes en matière d'éducation, d'emploi et d'entrepreneuriat*, OCDE : Paris.
(<http://www.oecd.org/dataoecd/7/5/48111145.pdf>)

Banque Mondiale (2010): *Gender Dimensions of Investment Climate Reform: A Guide for Policymakers and Practitioners* (<http://www.oecd.org/dataoecd/10/43/45449146.pdf>)

Lois Stevenson (2010): *Private Sector and Enterprise Development: Fostering Growth in the Middle East and North Africa*, Northampton, MA, USA: Edward Elgar Publishing, Inc. and Ottawa, Canada: Centre de recherches pour le développement international.

Participants

La réunion bénéficiera de la présence des membres des groupes de travail nationaux des femmes entrepreneurs. Elle rassemblera également des experts dans le domaine du développement de l'entrepreneuriat féminin, des experts des politiques en faveur des PME, des représentants des gouvernements et des chefs d'entreprise des économies MENA et OCDE.

**Note: l'allocution de bienvenue et la session 1 seront ouvertes à la presse*

27 SEPTEMBER	
9h00-9h30	Accueil des participants
9h30-9h45	<p>Allocution de bienvenue</p> <p>S.E. Mme Karen Kornbluh, Ambassadeur, Représentante permanente des États-Unis auprès de l'OCDE, Co-présidente du Forum des femmes entrepreneurs (à confirmer).</p>
9h45-11h15	<p>SESSION 1: Adapter les outils de plaidoyer politique pour répondre à un contexte incertain</p> <p>Président:</p> <p>S.E. M Anders Ahnlid, Ambassadeur, Représentant permanent de la Suède auprès de l'OCDE</p> <p>Commentateurs:</p> <p>Mme Neveen El Tahri, Co-présidente de Delta Financial Investments, Égypte</p> <p>M. Ghazi Mabrouk, Conseiller spécial de l'Observatoire Européen des pays du Maghreb à Bruxelles, Tunisie</p> <p>S.E. Mme Ibtihal Al-Zaydi, Ministre d'État pour les Affaires des Femmes, Irak</p> <p>Mme Lama Al Sulaiman, Président, Khadijah bint Khuwalid Center for Businesswomen, Chambre de Commerce et d'Industrie de Jeddah, Arabie Saoudite</p> <p>Mme Najat Jumaan, Directrice du Département des femmes d'affaires, la Fédération générale de l'Industrie et du Commerce au Yémen</p> <p>M. Johannes Jütting, Chef de l'unité Réduction de la Pauvreté et Développement Social, Centre de développement, OCDE</p> <p>Tour de table</p> <p>La question du plaidoyer politique a pris une importance croissante dans les économies MENA, dont beaucoup connaissent des transitions politiques entraînant des réformes constitutionnelles.</p> <p>Le dialogue politique public/privé est essentiel pour garantir que les nouvelles politiques, lois et règlements tiennent compte des besoins du secteur privé. Parce que les femmes entrepreneurs peuvent faire face à des contraintes différentes de celles des hommes entrepreneurs, au niveau juridique et réglementaire, il est important que des représentants de la communauté des femmes d'affaires aient une voix dans le dialogue politique public/privé. Les associations de femmes d'affaires nationales et internationales peuvent jouer un rôle important dans la communication des besoins de la communauté des femmes d'affaires, auprès des décideurs politiques.</p> <p>Cette session abordera les opportunités et les défis pour le plaidoyer politique dans le contexte actuel, ainsi que des moyens possibles pour s'assurer que les femmes continuent à peser dans l'élaboration de politiques publiques. L'accent sera mis sur les moyens de renforcer la capacité de plaidoyer politique des associations de femmes d'affaires dans la région MENA.</p>
11h15-11h30	Pause Café et Photo de Groupe (certaines interviews par les médias seront possibles)

<p>11h30-13h00</p>	<p>SESSION 2: Améliorer l'accès aux services de soutien non financiers</p> <p>Président: M. Alexander Böhmer, Chef du Programme MENA-OCDE pour l'investissement, OCDE</p> <p>Intervenant principal: Mme Lois Stevenson, Présidente, Conseil Lasma, Ottawa, Canada</p> <p>Commentateurs: Mme Saloua Karkri Belkeziz, Fondatrice et Présidente honoraire de l'Association des Femmes Chefs d'Entreprises du Maroc (AFEM), PDG de GFI Maroc, Royaume du Maroc Mme Joni Simpson, Spécialiste et Coordinatrice globale, Entreprenariat des femmes et des jeunes, Programme des petites entreprises, Organisation Internationale du Travail Mme Madina Mohamed Bourhan, Directrice du Guichet Unique, Agence Nationale de Promotion des Investissements (ANPI), Djibouti Mme Karen Wilson, Représentante, Kauffman Foundation, États Unis Mme Giulia Corinaldi, Responsable du Programme de mentorat, Fondation Cherie Blair, Royaume-Uni (présentation écrite) Mme Deema Bibi, PDG, INJAZ, Jordanie</p> <p>Tour de table</p> <p>Cette session examinera le rôle des services de soutien aux entreprises dans l'accélération du développement des PME et de l'entrepreneuriat dans la région MENA. L'accent sera mis sur l'avantage de mettre en place des outils pour assurer l'accès des femmes entrepreneurs aux services de soutien. Le rôle des différents acteurs, y compris les centres d'entreprise des femmes, les centres de développement des affaires, les chambres de commerce et d'autres institutions, seront également discutés à la lumière des programmes et mesures en cours.</p> <p>Les services de soutien non financiers aux entreprises apportent une assistance aux entrepreneurs et aux entreprises dans leurs opérations commerciales et d'expansion. Ces services vont des services techniques d'aide aux activités quotidiennes (comptabilité, services informatiques, etc.), à des services de conseils stratégiques tels que le tutorat, le coaching et le conseil. Les acteurs gouvernementaux, non gouvernementaux et privés, fournissent, de manière conjuguée ou non, des services de soutien aux entreprises. Dans de nombreux pays, des mécanismes ciblés, tels que des campagnes de marketing ou des formations sexo-spécifique, visent à améliorer l'utilisation de ces services pour la clientèle féminine.</p> <p>La disponibilité et la portée des services de soutien aux entreprises varient considérablement à travers la région MENA. Certains pays ont fortement mis en place des réseaux d'agences de soutien aux PME, des centres d'entreprises et des bureaux de conseil aux entreprises, tandis que dans d'autres, le concept de services de soutien aux entreprises est nouveau. Des stratégies ciblées d'assistance aux femmes entrepreneurs ont été mises en place dans plusieurs pays de la région.</p>
<p>13h00-15h00</p>	<p>Pause Repas</p>

<p>15h00-18h00</p>	<p>SESSION 3: Inventaire des politiques, institutions et programmes de soutien à l'entreprise des femmes : principales conclusions des revues de certaines économies MENA</p> <p>Président:</p> <p>Mme Nicola Ehlermann-Cache, Chef de projet du Forum des Femmes Entrepreneurs, Programme MENA-OCDE pour l'investissement, OCDE</p> <p>Intervenant principal:</p> <p>Mme Soukeina Bouraoui, Directrice exécutive, Centre des Femmes Arabes pour la Formation et la Recherche (CAWTAR), Tunisie</p> <p>Commentateurs:</p> <p>M. Hazem Shunnar, Assistant Ministre adjoint, Ministère de l'Économie Nationale, Autorité Palestinienne</p> <p>Mme Lama Al Sulaiman, Président, Khadijah bint Khuwalid Center for Businesswomen, Chambre de commerce et d'industrie de Jeddah, Arabie Saoudite</p> <p>Mme Najat Jumaan, Directrice du Département des femmes d'affaires, Fédération générale de l'Industrie et du Commerce, Yémen</p> <p>Mme Hala Hattab, Professeur en administration des affaires, Université britannique en Egypte, Egypte</p>
<p>16h55-17h15</p>	<p>Pause Café</p>
	<p>Mme Malika Ben Mahi, Présidente, Association Marocaine pour la Promotion de la Femme Rurale (AMPFR), Royaume du Maroc</p> <p>M. Nabil Abdo, Coordinateur de projet, KAFA (Assez) Violence et Exploitation, Liban</p> <p>Mme Hana Uraidi, Directrice, Cross Cutting Support, Jordan Enterprise Development Corporation (JEDCO), Jordanie</p> <p>Tour de table</p> <p>Les rapports nationaux de "l'inventaire des politiques, institutions et programmes de soutien aux femmes entrepreneurs dans la région MENA" rassemble des informations pratiques sur l'assistance disponible pour les femmes entrepreneurs. Ils serviront de base pour identifier les lacunes dans les programmes et politiques d'assistance, émettre des recommandations visant à les combler et suivre la réalisation progressive des progrès. Les rapports préliminaires ont été préparés par le Centre des Femmes Arabes pour la Formation et la Recherche de Tunisie (CAWTAR), avec le soutien du Programme MENA-OCDE. Les groupes de travail nationaux, composés de représentants des gouvernements, du secteur privé et des universités/ ONG, visant à compléter les inventaires, les mettre à jour en régulièrement et à accompagner les progrès sont mis en place.</p> <p>Cette session permettra aux participants d'examiner les conclusions préliminaires de l'inventaire et de discuter de la façon dont elles peuvent être utilisées, au niveau local, comme outil de plaidoyer politique. La session devrait permettre l'élaboration de recommandations visant à améliorer les politiques et les institutions de soutien aux femmes entrepreneurs, dans les économies de la région MENA. Ces recommandations pourraient alimenter les travaux de l'initiative de l'OCDE sur l'égalité entre hommes et femmes en matière d'éducation, d'emploi et d'entrepreneuriat.</p> <p>http://www.oecd.org/document/31/0,3746,en_2649_34819_47860895_1_1_1_1,00.html.</p>
<p>18h00</p>	<p>Cocktail</p>

28 SEPTEMBRE

9h30-11h00

SESSION 4: Renforcer l'accès des femmes aux marchés

Président:

Mme Soraya Badraoui, President, Association des Femmes Chefs d'Entreprises du Maroc, Maroc

Intervenant principal:

Mme Serena Romano, Fondatrice et Présidente, Corrente Rosa, Italie

Commentateurs:

Mme Kunyalala Maphisa, Présidente, Association des femmes d'affaires d'Afrique du Sud

Mme. El Yomna Sheridy, Présidente, Businesswomen of Egypt 21 (BWE21), Égypte

Mme Wafaa Al-Mahdawi, Département d'Économie, Université Mustansiriyah, Irak

Mme Andrea Lewis, Conseillère pour le travail et la gouvernance, Mission américaine auprès de l'OCDE

Mme Khedidja Belhadi, Présidente et Fondatrice, Association des Algériennes Managers et Entrepreneurs (AME), Algérie

Mme Lucia Cusmano, Économiste principale, Centre OCDE pour l'Entrepreneuriat, les PME et le développement local

Tour de table

Un certain nombre d'outils politiques et d'actions existent pour améliorer l'accès des PME et des entrepreneurs aux marchés, y compris pour les entrepreneurs femmes. Par exemple, les mécanismes de diffusion de l'information des affaires - économiques, législatifs et réglementaires- aux entrepreneurs et aux propriétaires, peuvent les aider à identifier et exploiter de nouveaux marchés. Ces informations peuvent s'appliquer à la réglementation fiscale ou de l'exportation, aux procédures de licences, aux ouvertures de marchés publics, ou des informations de marché. De telles informations peuvent être diffusées par des institutions comme les centres de développement des affaires ou par des portails internet qui fournissent des informations pratiques, mises à jour pour les entreprises.

Certains pays ont adopté des dispositions réglementaires pour les marchés publics afin d'améliorer l'accès des femmes aux marchés. Ces dispositions visent à garantir que les entreprises dirigées par des femmes aient un avantage dans l'accès aux marchés publics, ou qu'un certain pourcentage des contrats publics leur reviennent. Les marchés publics peuvent être bénéfiques si un traitement de faveur est accordé aux entreprises qui impliquent des entreprises dirigées par des femmes dans leurs chaînes de production. Les entreprises dirigées par des femmes insérées dans la chaîne d'approvisionnement ont alors un accès plus grand aux marchés internationaux, en ayant une base de clientèle plus stable et une crédibilité accrue auprès des institutions financières.

Encourager la participation des femmes à des salons commerciaux ou mener des programmes ciblés de formation à l'exportation, sont d'autres exemples de mécanismes permettant d'améliorer l'accès des femmes aux marchés.

Cette session examinera les modèles de réussite et de mécanismes pour élargir l'accès des femmes à l'information et aux marchés, et discutera des avantages et inconvénients des différentes options politiques. Les commentateurs fourniront des exemples de programmes mis en œuvre dans les pays en développement et discuteront de leur applicabilité dans la région MENA.

11h00-11h15	Pause café
11h15-12h45	<p>SESSION 5: Recherche et collecte des données: état d'avancement et domaines d'amélioration prioritaires</p> <p>Co-Présidents:</p> <p>M. Robert Ley, Directeur Adjoint, Direction des affaires financières et des entreprises, OCDE</p> <p>Mme Amani K. Essawi, Assistante au Ministre pour les Relations Internationales, Ministère d'État pour le Développement Administratif, Égypte</p> <p>Intervenant principal:</p> <p>Mme Susan Joekes, Spécialiste Principale de Programme, Centre de recherche pour le développement international (CRDI), Égypte</p> <p>Commentateurs:</p> <p>Mme Latifa Echihabi, Directeur, ANPME, Maroc</p> <p>Mme Mariarosa Lunati, Chef de section, Entrepreneuriat, affaires et mondialisation, OCDE Direction des statistiques</p> <p>M. Paul D. Reynolds, Professeur, Université George Washington, Washington DC</p> <p>Tour de table</p> <p>Des données économiques et démographiques consistantes permettent aux gouvernements de mettre en place des politiques publiques, institutions et programmes de soutien éclairés et fondés sur des éléments tangibles. Un certain nombre d'indicateurs, basés sur des enquêtes d'opinion, ont été développés pour apprécier l'entrepreneuriat par les organisations internationales en vue de mieux comprendre les performances de développement du secteur privé dans les économies MENA, mais elles ne compensent pas le manque d'information capitale et le déficit de données dans la région (Lois Stevenson, 2010).</p> <p>En outre, la qualité des données sexo-spécifiques varie considérablement d'un pays à un autre dans la région MENA. Dans certains cas, les données sexo-spécifiques ne sont tout simplement pas recueillies; dans d'autres, les différences nationales en matière de méthodologies, définitions, ou séries chronologiques, rendent difficiles les comparaisons entre pays. Cependant une politique nationale avertie est dans ce cas plus probable.</p> <p>Cette session examinera l'état actuel des collectes de données et les efforts de recherche dans la région MENA. Elle permettra aux décideurs politiques de la région MENA de l'OCDE, d'échanger leurs expériences et discuter des moyens d'améliorer la base de connaissances.</p>
12h45-13h00	<p>Allocution de Clôture:</p> <p>Mme Gabriela Ramos, Directeur de Cabinet du Secrétaire général et Sherpa du G20, OCDE</p>

A propos de l'OCDE et le Programme MENA-OCDE

L'OCDE est un forum unique où les 34 gouvernements membres travaillent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux de la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts visant à comprendre et à aider les gouvernements à résoudre les problèmes politiques émergents, notamment l'identification de nouvelles sources de croissance, le renforcement des compétences, et le rétablissement de la confiance du public dans les gouvernements et les entreprises. L'OCDE est un forum qui permet aux gouvernements de comparer leurs expériences en matière de politique publique, chercher des réponses à des problèmes communs, identifier les bonnes pratiques et travailler à la coordination des politiques nationales et internationales. Elle renforce de plus en plus sa coopération avec un certain nombre de pays non membres qui sont devenus des acteurs importants dans l'économie mondiale d'aujourd'hui.

Le Programme MENA-OCDE pour l'investissement fut créé en 2005 à la demande des gouvernements participants de la région MENA² afin de soutenir les réformes du climat d'affaires pour l'investissement, la croissance et l'emploi. Le programme constitue l'un des deux piliers de l'Initiative MENA-OCDE sur la gouvernance et l'investissement pour le développement. Cette Initiative soutient les gouvernements dans la conception et la mise en œuvre des réformes pour moderniser les structures de gouvernance publique, renforcer le climat des affaires et favoriser la transparence – autant de priorités qui sont au cœur des récents événements dans la région.

Contacts:

Nicola Ehlermann-Cache

Analyste principale des politiques
Programme MENA-OCDE
Division du développement du secteur privé
Direction des affaires financières et des entreprises
E-Mail: nicola.ehlermann-cache@oecd.org
Tél: +33 1 45 24 17 48

Korin Kane

Consultante
Programme MENA-OCDE
Division du développement du secteur privé
Direction des affaires financières et des entreprises
E-Mail: korin.kane@oecd.org
Tél: +33 1 45 24 97 56

Joshua Yeremiyew

Assistant de projet
Programme MENA-OCDE
Division du développement du secteur privé
Direction des affaires financières et des entreprises
E-Mail: joshua.yeremiyew@oecd.org
Tél: +33 1 45 24 98 91
Fax: +33 1 44 30 61 74

Pour plus d'informations:

www.oecd.org/mena/investment (Programme MENA-OCDE pour l'investissement)
www.oecd.org/mena/investment/wbn (Forum des femmes entrepreneurs OCDE-MENA)

² Les économies participant au Programme MENA-OCDE pour l'investissement sont : l'Algérie, le Bahreïn, le Djibouti, l'Égypte, l'Irak, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Libye, le Maroc, la Mauritanie, l'Oman, l'Autorité palestinienne, le Qatar, l'Arabie saoudite, la Syrie, la Tunisie, les Émirats arabes unis et le Yémen.